

DU NAABA À LA POLITIQUE : ANALYSE SOCIOLOGIQUE DES TRAJECTOIRES DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES CHEFS TRADITIONNELS AU BURKINA FASO

Patrice KOURAOGO

Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso)

E-mail : kouraogopat@gmail.com

Résumé

L'engagement politique des chefs traditionnels est au cœur de débats actuels sur le rôle et la place de la chefferie traditionnelle dans la république. En effet, depuis le retour à la vie constitutionnelle en 1991 et l'organisation d'élections, les chefs traditionnels sont de plus en plus présents sur la scène politique. Leur nombre dans les instances où siègent les élus a doublé en l'espace d'une législature (Ouedraogo, 1999) et traduit tout l'intérêt qu'ils portent à la politique. Les chefs traditionnels aujourd'hui ne se contentent plus de soutenir ou de parrainer des candidatures. Ils ont pris conscience qu'ils ont un rôle à jouer dans la vie politique du pays et n'hésitent pas à briguer des postes électifs. Quelles sont les raisons sociales et politiques qui sont à l'origine de l'engagement politique des chefs traditionnels ? Pour répondre à cette question, des recherches ont été menées dans les communes de Boussouma, Kaya et Korsimoro dans la province du Sanmatenga.

Mots-clés : chefs traditionnels, politique moderne, engagement, déterminants

Abstract

The political engagement of traditional leaders is at the heart of current debates about the role and place of traditional chiefs in the republic. Indeed, since the return to constitutional rule in 1991 and the organization of elections, traditional leaders are increasingly present on the political scene. Their number in instances where elected sit doubled in the space of a legislature (Ouedraogo, 1999) and translated all their interest in politics. Traditional leaders today are no longer content to

support or sponsor applications. They realize they have a role to play in the political life of the country and do not hesitate to run for elected office. What are the social and political reasons behind the political engagement of traditional leaders? To answer this question, research has been conducted in the municipalities of Boussouma, Kaya and Korsimoro Province Sanmatenga.

Keywords: traditional leaders, modern politics, commitment, determinants

Introduction

Aujourd'hui, les chefs traditionnels du Burkina Faso ont bien compris le principe de la démocratie qui demande la participation de tous à la vie publique et l'utilisent pour acquérir des postes électoraux. On les retrouve ainsi dans les conseils municipaux, régionaux et à l'Assemblée nationale, où Albert Ouédraogo montre que leur nombre a doublé en deux législatures : « à la première législature (de la IV^{ème} République), l'on dénombrait parmi les cent sept (107) députés du peuple, six (06) chefs. À la seconde, l'on comptait parmi les cent onze (111) députés, douze chefs » (1999, 246). Ce nombre qui a doublé en l'espace d'une législature montre l'intérêt que les chefs traditionnels manifestent à l'égard de la politique. Ils ne se contentent plus de soutenir des candidats ou de parrainer des candidatures. Ils ont pris conscience qu'ils ont un rôle à jouer dans la vie politique du pays et briguent des postes politiques. La volonté de ne pas se tenir à l'écart de la marche de la nation, doublée de la place qu'ils occupent dans leur communauté, font des chefs traditionnels, l'objet de convoitise et de séduction de la part des partis et hommes politiques. Quelles sont les raisons sociales et politiques qui sont à l'origine de l'engagement politique des chefs traditionnels ?

Cette interrogation est au cœur des débats actuels sur le rôle et la place de la chefferie traditionnelle dans la république. Si l'engagement politique des chefs traditionnels est l'objet de débats aujourd'hui, c'est parce que pour une catégorie de la population, les chefs constituent une valeur africaine à sauvegarder. Pour les tenants de cette thèse, il faut éviter que cette institution ne « s'use » du fait de l'engagement

politique de ses dirigeants. L'idée d'une réflexion sur *De naaba à politique ; analyse des trajectoires sociopolitiques de l'engagement politique des chefs traditionnels au Burkina Faso* trouve son fondement dans une tentative de donner une réponse à la question posée ci-haut à travers une analyse scientifique du rôle et de la place de la chefferie traditionnelle dans la république et de leur avenir.

Cette étude s'est intéressée aux raisons politiques et sociales qui déterminent l'engagement dans la scène politique moderne des chefs traditionnels.

Questions de méthodologie

L'étude s'est déroulée dans plusieurs localités de la province de Sanmatenga ; Boussouma, capitale de l'ancien royaume de Boussouma, Korsimoro première capitale du royaume et Kaya la capitale de la province du Sanmatenga. Dans cette zone, il a été question de voir avec les perceptions des populations sur les raisons de l'engagement politique des chefs traditionnels. Pour avoir les informations nécessaires dans la compréhension du sujet, nous avons fait une recherche utilisant plusieurs techniques de production des informations. C'est ainsi que nous avons tout d'abord fait une recherche documentaire qui a consisté à interroger les rapports que la chefferie traditionnelle a entretenue avec le pouvoir moderne depuis le contact avec le colonisateur français, l'organisation de la société traditionnelle moaga, la place des chefs traditionnels dans leurs royaumes, les raisons de l'engagement en politique des chefs traditionnels dans un contexte en changement, etc.

Cette première étape de recherche des informations a été soutenue par une deuxième qui a consisté à faire des enquêtes auprès des chefs traditionnels engagés ou non en politique, des responsables politiques, des politologues, et des hommes de structures de la société civile, etc.

L'objectif de la recherche étant de connaître les motivations de l'engagement politique des chefs traditionnels d'une part, et d'autre part les croyances et perceptions des populations de cet engagement, il a été privilégié une approche anthropologique. Ainsi, deux principales

techniques de collecte de données ont été combinées : l'entretien et l'observation.

L'entretien a été réalisé auprès de trois grandes catégories de populations :

- Les chefs traditionnels. L'intérêt est porté sur les chefs traditionnels ayant un mandat électif ou non, ou appartenant à un parti politique. Également, les chefs traditionnels non engagés en politique ont été enquêtés. Ces acteurs sont les principaux concernés par la problématique et sont ceux à même de contribuer à comprendre l'entrée dans l'arène politique moderne des détenteurs de pouvoirs traditionnels.
- Les citoyens. Les personnes concernées ici ont été celles des deux sexes résidant dans le Sanmatenga et ayant au moins l'âge de vote. À travers leurs discours, nous avons analysé leurs perceptions de l'engagement politique des chefs traditionnels et les pratiques des chefs traditionnels engagés dans les campagnes électorales.
- Les personnes ressources. Ce sont des observateurs de la vie politique au Burkina Faso : sociologues politiques, juristes, journalistes, etc. Ils ont l'avantage d'être hors du champ politique.

Site d'étude : organisation sociopolitique

La province du Sanmatenga a été notre site d'étude. La population de la province est essentiellement composée de Moose, (90,83%) de la population ; viennent ensuite les Fulbè (7,94%) et les autres ethnies du pays (Monographie provinciale du Sanmatenga, 2008). La composition ethnique est due au fait que les Moose sont les autochtones de la région et que cette partie de la province n'est pas une zone de migration.

La population qu'on appelle aujourd'hui *moaaga* est une population composite. On distingue dans cette société les ordres suivants :

- Les gens du pouvoir¹, ce sont les Moose proprement dits, les descendants des conquérants venus de Gambaga avec Naaba Ouédraogo. Ils sont unis par le sentiment d'appartenance à un lignage ayant à son origine un ancêtre commun : Naaba Ouédraogo. Ils s'occupent de la gestion politique des différentes structures politico-administratives des royaumes.
- Les gens de la terre ; ce sont les pré-nakombsé ou autochtones ce sont les premiers occupants du Moogho. Ils sont maîtres de la terre et ont en charge le pouvoir spirituel. Ils font les rites pour implorer la pluie, la paix et la prospérité dans le royaume.
- A coté, de ces deux grandes catégories, on ajouter les gens de métiers ; ce sont les autres catégories sociales de la population qui se reconnaissent à travers l'exercice d'un métier donné. On peut citer les Maransé et Yarcé (artisans, tisserands, commerçants), les forgerons, etc.

Cette diversité d'origine de la population amène l'élite politique à tenir compte de cet aspect non seulement dans la gestion quotidienne du royaume mais aussi dans la formation du gouvernement qui aide le *Dima* dans ses tâches. C'est ainsi, que le gouvernement est un regroupement de « *représentants des différents clans ou les différentes ethnies* » (Ki-Zerbo, 2003, 70) présents dans le royaume. À titre illustratif, dans le royaume de Ouagadougou, le collège électoral est composé de Moose que sont le Ouidi Naaba Premier ministre et le Larlé Naaba, de Ninissi, le Gounga Naaba et le Tansoba. Au Yatenga, il est composé du Togo Naaba, premier ministre qui sort de trois familles ordinaires moose, le Kiridanga Naaba également de trois familles de Moose ordinaires, le Rassam Naaba d'origine esclave et le Baloum Naaba (Soré, 2008).

Cette réalité impose une organisation sociale, administrative et politique de type moaaga. La famille constitue la cellule de base de

¹ Nous reprenons ici la différenciation faite par Michel Izard (1985) entre gens du pouvoir, détenteur du pouvoir politique et gens de la terre, détenteur du pouvoir de spirituel.

l'organisation sociale en pays moaaga : chaque lignage a à sa tête un chef de lignage chargé des affaires spécifiques. Le chef de lignage (*buud kasma*) qui est l'aîné gère de ce fait les affaires familiales, plus spécifiquement le capital foncier. La zone d'étude relève du royaume de Boussouma, un des quatre grands royaumes du Mogho². Il a le même type d'organisation que les autres royaumes moose, c'est une entité très hiérarchisée avec comme structures administratives, le *tenga*, le *kombéré*, le *solum* et le tout couronné par le *Dima*.

2-Résultats

Aujourd'hui, les chefs traditionnels, sont de plus en plus présents dans la scène politique moderne. Bon nombre d'interrogations et de spéculations se font à travers leur engagement politique. Il est question pour nous ici, d'arriver à décoder les raisons de l'entrée dans l'arène politique moderne de ceux qu'on appelle couramment les « bonnets rouges ».

2.1. La chefferie traditionnelle : une institution non reconnue au Burkina Faso

« La chefferie reste toujours une structure parallèle, dont les rapports informels avec les instances locales de pouvoir moderne ne sont pas clarifiés » (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1998 : 34). Cette remarque est pertinente dans le contexte du Burkina Faso, où dans aucun passage de la constitution, il est fait cas de l'existence de la chefferie en tant qu'institution dans le pays et du rôle qu'elle doit jouer dans la république. Il n'est fait aucune distinction entre détenteur de pouvoir traditionnel et citoyen lambda dans la loi fondamentale burkinabè. H. M. G. Ouédraogo (2006 : 17) explique la non codification de la chefferie traditionnelle à partir de deux grands courants de pensée :

- La diversité des systèmes politiques traditionnels sur le territoire national a servi d'argument à certains courants de pensée pour refuser, au nom de l'égalité entre les différents

² Le moogho, l'espace territorial sur lequel on retrouve les Mossé, est constitué de quatre (04) grands dima : le dima de Tenkodogo, le dima d'Oubritenga (communément appelé Moogho Naaba), le dima du Yatenga et le dima de Boussouma.

groupes ethniques, la consécration de la chefferie "coutumière" par les textes : il n'y aurait pas lieu, selon eux, à généraliser par la loi, donc à imposer à une partie de la population une institution (la chefferie traditionnelle) qui ne représenterait nullement une réalité commune à l'ensemble de la nation burkinabé en formation.

- Un autre point de vue, hérité surtout de la période révolutionnaire, s'appuie sur le caractère républicain des institutions du pays, pour refuser une quelconque place officielle à la chefferie traditionnelle.

Ces raisons peuvent être contestées si on suit H. M. G. Ouédraogo (2006) qui montre que la Constitution prévoit expressément la possibilité d'harmonisation des coutumes avec la loi dans des conditions à préciser par la loi. Egalement, certains textes burkinabé autorisent de manière implicite, et là où cela s'avère nécessaire, l'implication des autorités traditionnelles dans les instances de concertation sur la gestion des ressources naturelles.

Quoiqu'il en soit, les chefs traditionnels ne sont pas reconnus par le texte fondamental du Burkina Faso et ils considèrent cet « oubli » comme une liberté qui leur est donnée pour investir tous les domaines de la vie sociale, le domaine politique compris. C'est ce qui sort en filigrane quand on lit l'argumentaire de Sao Naaba³ : *« tout ce que la constitution ne nous interdit pas, nous pouvons le faire. La constitution n'interdit pas aux chefs de faire la politique parce que la constitution dit que tous les citoyens sont libres et égaux en droit et en devoir. Si un chef ne peut pas faire la politique ça veut dire que le chef n'est pas un citoyen comme les autres. Voilà pourquoi je dis qu'à moins qu'on dise que le chef est un sous citoyen ou un super citoyen, on ne doit pas discuter de cette question. Mais dès lors qu'on dit que le chef est un citoyen comme les autres citoyens, il n'y a pas de raisons qu'on veuille l'interdire de faire la politique »* (entretien du 18 juillet 2007). Il poursuit, *« une fois quelqu'un m'a dit : les magistrats ne font pas la*

³ Sao est un canton du royaume de Oubritenga, le Sao naaba est nommé par le moogho naaba. L'actuel Sao naaba est un militant du CDP, il a été député de ce parti pendant deux législatures.

politique mais pourquoi les chefs traditionnels le font ? Je lui ai demandé, nous, chefs traditionnels nous sommes qui dans ce pays ? Nous sommes quoi ? Dans quels textes avez-vous vu parler du chef traditionnel ? Nous ne sommes rien, l'Etat ne nous reconnaît pas, nous ne sommes pas ses agents, nous n'avons pas son salaire. Nous ne représentons selon les textes que nous mêmes, nous sommes donc libres d'aller où on veut, quitte à se conformer à ce que la loi veut. » (entretien du 18 juillet 2007).

Partant donc du principe selon lequel, ce que la loi n'interdit pas, elle l'autorise, les chefs traditionnels ont trouvé un bon prétexte pour se lancer dans la scène politique moderne. La charge traditionnelle qu'ils ont étant volontairement ignorées⁴ par la loi fondamentale, aucune restriction ne peut leur être faite au regard de leur statut. C'est du reste, la position de Luc Marius Ibriga⁵ « *jusqu'à présent, ils (chefs traditionnels) n'ont aucune reconnaissance dans la république, on ne dit pas qu'ils sont les "gardiens de la tradition" et de ce fait, la république les traite comme tel, donc il n'y a aucun statut qui leur est reconnu dans la république. Or si vous ne reconnaissez pas à des gens un statut, vous ne pouvez pas leur mettre à leur charge des obligations qui sont inhérentes à leur statut* » (entretien du 10 juillet 2007).

Aujourd'hui, la non inscription des chefs traditionnels et de leur rôle dans la loi fondamentale peut être considérée comme une stratégie politique qui permet aux détenteurs du pouvoir moderne de pouvoir les instrumenter. La Constitution du Burkina Faso porte donc en elle une des raisons principales de l'engagement politique des chefs traditionnels. Leur engagement peut donc être perçu, « *comme une réaction à l'absence de réponse face à l'épineuse question de la chefferie traditionnelle au Burkina Faso* » (A. Ouédraogo, 1999 : 247). Cependant, on peut se demander si la non reconnaissance officielle est-elle une raison suffisante pour expliquer et engagement ?

⁴ Cet oubli peut être considéré comme une position purement politique assumée par des régimes qui avaient des rapports difficiles avec cette institution : Maurice Yaméogo et Thomas Sankara. Cette manière de faire a été perpétuée après la chute de ces régimes.

⁵ Luc Marius Ibriga est professeur de Droit public à l'UFR/SJP de l'Université de Ouagadougou 2.

2.2. La politique comme stratégie de lutte contre la précarité économique

Aujourd'hui, le chef que la constitution considère comme un citoyen au même titre que tout le monde est donc obligé de trouver une activité qui lui procurera un pouvoir économique pour entretenir son pouvoir. Dans cette quête de ressources, la politique n'est pas écartée car elle est considérée comme un domaine d'activité au même titre les autres. Cette conception se retrouve chez le Dima de Boussouma⁶ : « *le chef, de quoi vit-il ? C'est son travail, il est commerçant, cultivateur, fonctionnaire, opérateur économique, c'est ça. Pourquoi vouloir l'empêcher de faire la politique qui entre autre, est une fonction comme les autres ?* » (Entretien du 12 juillet 2007). Son point de vue est partagé par Naaba Tigré de Oula pour qui, « *un chef, c'est un homme comme tout le monde qui mange, qui boit, qui a une famille à entretenir et qui a d'autres charges d'ordre traditionnel. Et souvent, d'autres ont abandonné des métiers pour être chef et à partir de ce moment, ils n'ont plus les moyens pour vivre décemment. Ce qui fait qu'on les retrouve dans la politique ; c'est aussi un métier* » (entretien du 17 octobre 2007).

Suivant ces arguments, on voit que les chefs vont aussi en politique pour améliorer leur situation économique. La politique sous les tropiques est considérée comme le domaine le plus pourvoyeur de ressources financières. C'est ce que fait ressortir Zacharia Souлга⁷ (entretien du 27 août 2007), qui conçoit la politique comme « *la plus courte échelle* » pour se constituer un capital économique important. Aujourd'hui, les sociétés traditionnelles de plus en plus sont gagnées par le pouvoir de l'argent. Dans ce contexte, où les sociétés se monétarisent de plus en plus et « *les rapports de puissance tendent à s'ordonner selon les rapports de puissance économique* » (Balandier,

⁶ Boussouma est l'une des quatre entités indépendantes qui forme le moogho. Tout comme les autres (naaba de Tenkodogo, Oubritenga et Yatenga), il ne doit sa nomination à un autre chef. Le Dima de Boussouma est député d'opposition depuis 1992, date des premières élections législatives que le Burkina Faso a connues après le retour à l'ordre constitutionnel.

⁷ Responsable de l'Association des jeunes pour le développement de la commune de Boussouma. Il est engagé dans le travail de conservation et de promotion des valeurs traditionnelles dans sa commune.

1982 : 391), pour être respecté, le chef traditionnel a en plus de sa légitimité traditionnelle, a besoin d'une certaine assise financière. La politique est le domaine dans lequel, le chef peut rapidement gravir les échelons quand on sait que sa légitimité traditionnelle et sa proximité avec la population lui donnent une grande capacité de mobilisation au sein de sa communauté. En effet, dit H. M. G. Ouédraogo (2006), la situation des élites traditionnelles est particulière et complexe à saisir : bien qu'en déclin avec les transformations politiques et sociales profondes qui affectent la plupart des pays africains (affaiblissement des coutumes, progression du phénomène urbain...), les chefferies traditionnelles continuent d'exercer une influence forte sur le cours de la vie politique, économique et sociale locale. Bénéficiant de la reconnaissance, du respect et de la considération de la majorité des populations rurales, elles s'imposent de fait comme des interlocuteurs incontournables. On pourrait dire avec Bourdieu, que les chefs bénéficient dans la mobilisation des populations du « mérite familial ». Dans cette situation, et en l'absence d'une solde⁸ octroyée par des structures étatiques, les chefs se demandent pourquoi ne pas aller en politique, profiter de notre force de mobilisation et bénéficier des mêmes assises économiques que les hommes politiques ?

Si pour les « grands chefs » et les chefs intellectuels, il s'agit de briguer des postes électifs, pour les chefs de petites entités et analphabètes, la donne est autre. Il s'agit pour eux, de mobiliser leur population au bénéfice de candidats aux postes électifs et profiter de « leur générosité ». Leur démarche est guidée par la volonté d'avoir de quoi vivre et pouvoir subvenir à leurs besoins. Ce type de comportements des chefs traditionnels a également été montré par Mappa (1998) dans le contexte congolais. Elle révèle en effet que « *pour satisfaire leurs besoins matériels, les chefs appuient tel chef de parti qui appartient (mais pas toujours) au même groupe ethnique que lui* » (Mappa, 1998, 183) et en retour le chef de parti lui donne des présents. De tels

⁸ Il faut rappeler que pendant la colonisation, l'administration coloniale versait des primes aux chefs pour la collecte des impôts en plus d'une rémunération suivant l'importance de l'entité des chefs. Maurice Yaméogo dans son combat contre l'institution avait supprimé les rémunérations. Elles sont rétablies après la chute de Maurice avant d'être totalement supprimées avec l'arrivée au pouvoir de Thomas Sankara et du Comité national de la Révolution (CNR).

comportements sont observés dans les campagnes burkinabè comme le souligne Boukary habitant de Kaya : *« le chef fait la politique parce que lui aussi, il veut vivre comme les autres, il a des besoins à satisfaire, il veut aussi des biens. Imaginez, le chef est assis, il n'a rien, un homme politique vient et lui dit de demander à sa population de voter pour lui et en retour il aura une moto. Il va le faire parce que de toute façon, il n'a pas le choix. S'il ne le fait pas où il va trouver l'argent pour payer une moto ? Alors qu'il a besoin de se déplacer vite comme tout le monde »*. La dégradation des sources de revenus des chefs due à la disparition de certains avantages et privilèges autrefois liés à leur fonction, notamment les impôts et autres formes de collecte doublée de l'absence de solde versé par l'Etat les a contraints à s'engager politiquement pour bénéficier du « mangement » (Otayek, 1996) auquel le pouvoir donne droit. La relation que les hommes politiques et chefs traditionnels entretiennent entre eux est donc un mariage d'intérêts : *« pour avoir les voix qui lui seront nécessaires, le chef de parti s'approprie le chef traditionnel, moyennant des biens matériels et avec lui l'ensemble du groupe clanique ou tribal »* (Mappa, 1998 : 183). On se retrouve dans un jeu d'acteurs où chacun gagne, même ce n'est pas à somme égale. En effet, dans la plupart de ces alliances, le chef de parti politique tire beaucoup plus de bénéfice que le chef traditionnel. Tout de même, cette « politique du ventre » (Bayart, 1989) est en partie à l'origine de l'engagement en politique de bon nombre de chefs traditionnels au Burkina Faso.

Le dénuement économique joue un grand rôle dans l'entrée des chefs traditionnels dans la scène politique moderne.

2.3. Rester toujours le guide de sa société

Le chef traditionnel cherche en s'engageant en politique à reconquérir un rôle qui a été le sien avant l'arrivée du colon et garder sa place au devant de la société. Avant l'arrivée du colonisateur et même aux premières heures de la colonisation, c'est seulement les chefs traditionnels qui avaient un rôle politique dans la société. Ils ont occupé le devant de la scène politique avant la naissance des syndicats et des partis politiques en exerçant des rôles jusqu'à l'émergence d'une élite locale capable d'assumer les affaires des colonies. Malgré la naissance

de cette nouvelle élite, les chefs ne se sont pas effacés de la scène politique et ont continué avec ces « nouveaux venus » à animer la vie politique des colonies jusqu'aux indépendances. Mais après les indépendances, le chef va perdre ce rôle et partant son omniprésence devant sa société. En rappel, au Burkina Faso, le premier président Maurice Yaméogo (1960- 1966) et le Capitaine Thomas Sankara père de la Révolution (1983-1987) ont mené des guerres contre l'institution dans le but de l'anéantir. Chacun avait ses raisons : pour Maurice Yaméogo, il était question d'anéantir une institution qui a voulu le renverser par coup d'État⁹, alors que pour Thomas Sankara, c'était une institution rétrograde qui empêchait la libération des populations.

Le chef qui était au devant de sa communauté, voit peu à peu ce rôle s'effriter au profit d'une nouvelle classe d'hommes politiques qui « n'étaient rien » dans la société. Ces « nouveaux venus » vont ravir la vedette aux chefs traditionnels et occuper la place qui leur était dévolue avant la colonisation. Désormais, ils sont plus vus et présents que les chefs car ils sont au centre de tout ce qui se décide pour les populations. Les chefs voyant venir leur disparition, vont se lancer dans la défense de leur pré-carré en entrant dans le champ politique avec pour espoir de reprendre leur place d'antan. Ainsi, on peut dire avec Zacharia Soulga que les chefs traditionnels s'engagent en politique « *pour garder leur rôle d'antan. Puisque c'est eux qui ont toujours fait la politique, qui géraient les hommes, qui étaient devant. Et voilà qu'une nouvelle race d'hommes politiques arrivent pour gérer la population à leur place et les confiner à un rôle purement symbolique, purement honorifique. Ça veut dire qu'à la longue, ceux qui seront écoutés, c'est les autres et non les chefs. Mais, en s'engageant en politique, ils se mettent devant. Ils coupent l'herbe sous les pieds de tout le monde et c'est encore eux qui sont devant, ils gardent toujours leur rôle et leur rang dans leur société* » (entretien du 17 août 2007). Au nombre des défenseurs de cette thèse, il y a Guissou, (2007) pour qui, « *la chefferie traditionnelle est politique depuis sa naissance jusqu'à nos jours* ». Pour lui, la chefferie traditionnelle est une institution d'essence politique et par

⁹ Le 15 octobre 1958, le Moogo Naaba Kougri, craignant de voir la chefferie traditionnelle perd du poids avec les indépendances et la relève du colonisateur par les nouvelles élites.

conséquent, se retrouver dans un parti politique est une activité normale pour les chefs traditionnels. Dans la logique de Guissou, la division sociale du travail a confié aux chefs traditionnels l'exercice de la politique dans leur société, donc, ils ne peuvent laisser ce champ à d'autres personnes, surtout à des « apprentis ». C'est l'exercice de la politique qui donne un sens à leur titre de chefs traditionnels. Suivant cet argument, on peut comprendre que si aujourd'hui, la politique se mène dans les partis politiques et la conquête du suffrage, personne ne doit être étonné d'y retrouver les chefs traditionnels.

Dans le nouveau contexte, la politique devient pour les chefs traditionnels, le lieu propice pour se (re)donner de « la valeur » et rester présent au sein de leur communauté comme cela a été le cas dans le passé. Ils refusent à travers leur engagement politique de se laisser « *confiner à un rôle de sacrificateur qui est là pour égorger les poulets sur les fétiches ou à quelqu'un qui est là seulement pour préserver les valeurs culturelles d'une société donnée* » (Sao Naaba, entretien du 18 juillet 2007).

Ils refusent donc de laisser les descendants de leurs *talsé*, leur ravir la vedette auprès de leur population. Ainsi, l'engagement politique des chefs traditionnels peut aussi être perçu sous l'angle de recherche de visibilité et d'exercice d'une activité « *à ceux, ancestralement dévolue* » (Poé Naaba Tanga¹⁰ de Ouagadougou in *Le Pays* n° 3622 du 16 mai 2006). Même si les « bonnets rouges » vont dans l'arène politique moderne pour exercer une activité qu'ils considèrent comme étant la leur, il n'en demeure pas point que les hommes politiques ont leur part de responsabilités dans cet engagement.

2.4. La pression des hommes politiques

Aujourd'hui, en dépit des mutations sociales dans les sociétés traditionnelles, les chefs traditionnels restent des figures importantes dans la mobilisation des populations. Les hommes politiques, conscients de cette réalité, font des mains et des pieds pour les avoir à

¹⁰ Aujourd'hui, l'auteur de cette prise de position est député à l'Assemblée nationale pour le compte de l'UPC, premier parti d'opposition en nombre d'élus à l'Assemblée nationale.

leur côté et optimiser leurs chances dans la conquête des suffrages. Dans ce contexte, les chefs sollicités de partout finissent par se lancer dans la scène politique. Le titre de chef qu'ils portent les contraint souvent à faire la politique. C'est du reste ce qu'on lire à travers le récit de l'entrée dans « le cambouis politique » du Dima de Boussouma : « *si moi, je n'ai pas été chef coutumier de ce niveau, je n'aurais pas fait la politique. Ce n'est pas ma chose, mais malheureusement, je suis chef coutumier et à ce poste, ce sont les mêmes qui vous reprochent de faire la politique, ce sont les mêmes qui viennent vous réveiller chez vous à minuit pour vous convaincre de faire la politique. Et dès cet instant, n'ayant pas le pouvoir de votre neutralité, vous êtes obligé de faire le choix, non seulement de vous engager mais aussi de vous exprimer parce que sinon, c'est tous les bâtons que vous allez recevoir sur votre tête. Parce que chaque homme politique dira que vous faites la politique de l'autre et vous tapera* » (entretien du 12 juillet 2007). Ces formes de pression s'inscrivent dans la logique de « *si tu ne fais pas la politique, la politique te fait* ». Dans de telles situations, le chef traditionnel comme le dit le Dima de Boussouma n'a plus le pouvoir de sa neutralité et n'a qu'un seul choix : s'engager dans la scène politique moderne.

Les chefs traditionnels pour continuer à « manger » tranquillement leur naam, sont donc contraints de s'engager auprès de ceux qui détiennent le pouvoir moderne, qui aujourd'hui, a pris le pas sur le pouvoir traditionnel. Cette variable n'est pas négligeable quand on sait qu'aujourd'hui, l'administration, les partis et hommes politiques interviennent de plus en plus dans les affaires de la chefferie traditionnelle. L'engagement en politique serait donc pour les chefs une sorte de « garantie tous risques » contre d'éventuelles pertes du bonnet, de perturbation de règne.

En plus de ces formes de pression, certains trouvent les raisons de l'engagement politique des chefs traditionnels dans le comportement des hommes politiques à leur égard. « *Les hommes politiques ne sont pas de bonne foi. Ils ne respectent pas les chefs, ils les minimisent, ils veulent les casser* » confie Souleymane, habitant de Boussouma. Les populations accusent les élites politiques actuelles dont la plupart descend des roturiers, de profiter de leur position politique pour défier

les chefs. Ces nouvelles élites non contentes de supplanter les chefs aujourd'hui, veulent profiter de leur nouveau statut pour prendre une revanche sur l'histoire. A chaque occasion, elles n'hésitent pas à contester les décisions prises par les chefs traditionnels, et leur lancer des défis pour montrer aux *nanamsé*, mais aussi à la population que la « situation a changé ». Pour exister dans cette atmosphère de plus en plus hostile, les chefs s'engagent dans la scène politique pour acquérir un nouveau statut dont l'association avec le statut de chef traditionnel donne plus de poids et leur fait respecter non seulement par les populations, mais aussi par les hommes politiques. Mahama habitant de Boussouma résume cette logique en ces termes : « *c'est parce qu'aujourd'hui, ils (les hommes politiques) sont devenus députés ou maires qu'ils pensent pouvoir tout dire sur le chef. Si le chef va en politique et arrive à avoir ce statut là aussi, qu'est ce qu'ils peuvent dire encore ? Le chef reste leur supérieur, il est à la fois chef et député et comme ça, chacun connaît sa place* ». C'est ce même esprit qui a guidé l'engagement du Nubado Kupendiéli dans la politique. C'est du reste, ce qu'on peut voir à travers l'explication qu'il donne à son entrée en politique : « *c'est pour relever un défi que je suis rentré en politique. J'ai constaté que certains hommes politiques de la région contestent mon autorité. Il y a quelques années, j'ai nommé un chef, celui de Diapangou, et cela n'a pas plu à certains hommes politiques ; un mois après, le CDP a mandaté Justin Tiéba Thiombiano pour venir nommer un autre chef à Diapangou. La volonté de me combattre était évidente et j'en ai pris acte* » (in L'Observateur Paalga n°6896 du 31 mai 2007 : 7). On voit que comme l'a décrit H. M. G. Ouédraogo (2006) les chefs traditionnels se retrouvent dans une situation de compétition et de rivalité pour le contrôle du pouvoir de décision. Pour eux, l'obtention de fonction politique moderne est un élément fondamental qui peut les conduire vers la victoire dans cette compétition. La conquête de titre moderne devient quelque chose de vital s'ils veulent garder leur autorité et pouvoir continuer l'exercice de leur *naam*. Ainsi, les hommes politiques contribuent à travers leurs attitudes et comportements à l'engagement des chefs traditionnels dans la politique.

À cela, il faut ajouter le fait que des chefs traditionnels sont souvent l'objet d'instrumentalisation de la part des hommes politiques. Ainsi,

certains sont engagés inconsciemment dans la scène politique moderne car instrumentalisés par des hommes politiques aux discours et promesses mielleux. C'est comme ça que bon nombre d'entre eux se retrouvent souvent aux premières loges sans pourtant tirer un quelconque intérêt à briguer un poste électif ou mobiliser des suffrages pour un candidat.

Conclusion

Il a été question pour nous dans ce présent travail de saisir les déterminants de l'engagement politique des chefs traditionnels. Il ressort que plusieurs facteurs sont à l'origine de l'engagement des chefs traditionnels dans l'arène politique moderne. Ces raisons vont de leur non reconnaissance par l'Etat jacobin qui s'est implanté avec l'arrivée du colonisateur français aux envies de rester le statut d'omniprésent dans les sociétés aujourd'hui en transformation en passant par le forcing des hommes politiques. Cette multiplicité des raisons pour le chef traditionnel au Burkina Faso nous amène à considérer cet acte comme un besoin d'exister dans une république qui refuse de les reconnaître officiellement et de les confier des rôles et avantages liés à ces rôles qui pourraient améliorer leur quotidien. Leur engagement en politique est donc comme un cri de défense, un geste désespéré d'une classe sociale qui refuse de se laisser mourir dans le sens de A. OUEDRAOGO (1999). Les chefs aujourd'hui sont convaincus que « leur temps » n'est passé et pour cela veulent jouer leur partition dans l'évolution de la société.

Références bibliographiques

BIERSCHENK Thomas et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1998, *Le pouvoir au village*, Paris, Karthala.

COULIBALY Lenissongui, 1983, *L'autorité dans l'Afrique traditionnelle, étude comparée des États Mossi et Ganda*, Abidjan, NEA.

DIOP Cheick Anta, 1987, *L'Afrique noire précoloniale*, Paris, Présence africaine.

GUISSOU L. Basile, 2007, « La chefferie traditionnelle est politique » in *L'Observateur Paalga n°6868 du 18 avril 2007*, pp 8- 12

GUISSOU L. Basile, 1995, *Burkina Faso, un espoir en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

IZARD Michel, 1985, *Le Yatenga précolonial, un ancien royaume du Burkina*, Paris, Karthala.

KI-ZERBO Joseph, 2003, *À quand l'Afrique ?* Entretien René HOLENSTEIN, Paris L'AUBE D'EN BAS.

LESERVOISIER Olivier, 2003, « démocratie, renouveau des chefferies traditionnelles et luttes sociales à Kaedi (Mauritanie) » in *Politique Africaine n° 89*, Paris, Karthala, mars 2003, pp 167- 180.

MANDANI Mahmoud, 2004, *Citoyens et sujets, l'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*, Paris, Karthala-Sophis.

MAPPA Sophia, 1998, *Pouvoirs traditionnels et pouvoirs d'état en Afrique : l'illusion universaliste*, Paris, Karthala.

MASSA Gabriel et MADIEGA Y. Georges, 1995, *La Haute- Volta coloniale : témoignages, recherches, regards*, Paris, Karthala.

OTAYEK René, 1997, « La revanche du savant sur le politique : les intellectuels et la démocratie au Burkina Faso » Jean Pascal DALOZ et Patrick QUANTIN, *Transitions démocratiques africaines*, Paris Karthala, pp. 279-309

OUEDRAOGO Albert, 1999, « Les chefferies traditionnelles du Burkina Faso » *Les Grandes conférences du ministère de la culture et de la communication*, Ouagadougou, Imprimerie de l'Avenir du Burkina, pp 221- 248

OUEDRAOGO Jean Baptiste, 2003, « chefferies traditionnelles et comportements politiques des populations mossi du Centre- nord Burkina Faso en période électorale : éléments d'analyse socio-anthropologique » in *Cahiers du CERLESHS*, 2è numéro spécial, septembre 2003, pp 135- 145

OUEDRAOGO Jean Baptiste, 2003, « Les enjeux politiques et économiques dans les rapports chefferies traditionnelles mossi-administration coloniale dans le Sanmatenga » in MADIEGA G. et NAO O, *Burkina Faso, cent ans d'histoire 1895- 1995*, Tome I, Karthala/ PUO, Paris, 837- 851

SAVONNET GUYOT Claudette, 1986, *États et sociétés au Burkina Faso*, Paris, Karthala.

TOURAINÉ Alain, 1994, *Qu'est-ce que la démocratie ?* Paris, Librairie Arthème Fayard.

YARGA Larba, 1991, *La démocratie en question : État de droit et dynamiques sociopolitique du Burkina Faso*, faculté de Droit et de sciences politiques, Ouagadougou.